



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

**Liberté
Égalité
Fraternité**

Préfet des Bouches-du-Rhône

dossier n° PC 013 055 23 00100

date de dépôt : 08 février 2023

demandeur : **ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
MARITIME**, représenté par Monsieur **LAMBERT
François**

pour : **réhabilitation et extension du restaurant
universitaire existant de l'ENSM**

adresse terrain : **39 AVENUE DU CORAIL, à
MARSEILLE (13008)**

**ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État**

Le préfet des Bouches-du-Rhône,

Vu la demande de permis de construire présentée le 08 février 2023 par l'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MARITIME, représenté par M. LAMBERT François demeurant 10 quai Frissard, Ecole Nationale Supérieure Maritime, LE HAVRE (76600);

Vu l'objet de la demande :

- pour la réhabilitation et extension du restaurant universitaire existant de l'ENSM ;
- sur un terrain situé 39 avenue du Corail, à MARSEILLE (13008) ;
- pour une surface de plancher créée de 228 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les pièces fournies en date du 11 mai 2023;

Vu le PLUi de la Métropole Aix Marseille Provence, Territoire de Marseille Provence, approuvé le 12/12/2019 et ses modifications successives ;

Vu l'avis réputé favorable du maire ;

Vu l'avis réputé favorable de la Métropole Aix Marseille Provence, Direction Voirie et Circulation ;

Vu l'avis réputé favorable d'ENEDIS, accueil urbanisme ;

Vu l'avis avec recommandations du Parc National des Calanques ;

Vu l'avis favorable de la Société des Eaux de Marseille Métropole le 20/02/2023 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la SERAMM le 01/03/2023 ;

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France le 31/03/2023 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la Commission Communale de Sécurité de Marseille le 25/05/2023 ;

Vu l'avis favorable avec réserves de la Métropole Aix Marseille Provence, Direction Générale Déléguée Gestion Durable du Cadre de vie et du Cycle de l'Eau le 29/06/2023 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la Commission Communale d'Accessibilité le 10/07/2023 ;

Considérant que le projet consiste en la réhabilitation et extension du restaurant universitaire existant de l'ENSM ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles suivants.

Article 2

Les recommandations émises par le Parc National des Calanques, dans son avis joint seront respectées.

Article 3

Les prescriptions émises par la SERAMM, dans son avis joint seront respectées.

Article 4

Les prescriptions émises par la Commission Communale de Sécurité de Marseille, dans son avis joint seront respectées.

Article 5

Les prescriptions émises par la Métropole Aix Marseille Provence, Direction Générale Déléguée Gestion Durable du Cadre de vie et du Cycle de l'Eau, dans son avis joint seront respectées.

Article 6

Les prescriptions émises par la Commission Communale d'Accessibilité de Marseille, dans son avis joint seront respectées.

Article 7

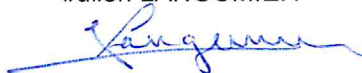
Le secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
Le Maire de la Commune,
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.
Copie de celui-ci sera adressée pour notification:

- au pétitionnaire par lettre recommandée avec avis de réception du présent arrêté;
- au Maire de la commune qui le publiera par voie d'affichage dans les huit jours de la notification et pendant une durée de deux mois.

Le **11 JUIL. 2023**

Le Chef du Service Urbanisme et Risques

Julien LANGUMIER



La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



Parc national des Calanques

Autorisation de travaux
PC n° 013055 23 00100P0 - ECOLE
NATIONALE SUPERIEURE MARITIME
LAMBERT- Extension de l'École Nationale
Supérieure Maritime-13008 MARSEILLE
Avis simple de la directrice de
l'établissement public du Parc national des
Calanques

Suivi par
Jean-Luc ROBIN
04 20 10 50 32
jean-luc.robin@calanques-parcnational.fr

N/REF : 2023/GaB/JLR - C2302/087

Mairie de Marseille
Direction de l'urbanisme
Service des autorisations d'urbanisme
40 rue Fauchier
13233 Marseille

À l'attention de BURKI Lin
lburki@marseille.fr
sau-avis@marseille.fr

Date

Marseille, le 15 février 2023

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le

11 JUIL. 2023

Monsieur,

Par courrier en date du 9 février 2023, vous me sollicitiez pour des travaux visés en objet et je vous en remercie.

Ces travaux se situant en aire d'adhésion du Parc national de Calanques, ils sont soumis à un avis simple du directeur.

Ainsi, j'émet sur cette demande un avis simple favorable et vous invite à suivre les recommandations suivantes :

- Evacuer tout déchet et adopter les filières de recyclage autant que possible

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

La Directrice

Gaëlle BERTHAUD

Centre services clients « La Passerelle »

N° CRISTAL 0 969 39 40 50

Ouvert du lundi au vendredi de 8 H. à 19H
Et le samedi matin de 9H à 12H.

Tous les services auxquels vous avez droit sont sur :

www.eauxdemarseille.fr

Instructeur : GONNET
Email : permisdeconstruire@eauxdemarseille.fr

Commune : DDTM

PATRIMOINE
Attestation de permis de construire
EAU POTABLE

Dossier N° : PC 0130552300100

Nom du pétitionnaire : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MARITIME - LAMBERT FRANCOIS

Adresse du pétitionnaire : 10 QUAI FRISSARD - 76600 LE HAVRE

Nature des travaux : EXTENSION ECOLE ET RESTAURANT UNIVERSITAIRE

Adresse des travaux : 39 AVENUE DU CORAIL - 13008

<input checked="" type="checkbox"/>	Défense incendie Dans le cadre de l'implantation de ces nouvelles constructions, les travaux d'extension et/ou de renforcement du réseau d'eau potable public qui pourraient s'avérer indispensables du fait d'exigences spécifiques en matière de défense incendie, sont à la charge du pétitionnaire.
<input type="checkbox"/>	Individualisation En application du décret du 28 avril 2003, les usagers du service de l'eau pourront, sous réserve de volonté majoritaire des copropriétaires de l'immeuble et de compatibilité avérée et justifiée de leurs installations privées, bénéficier d'un comptage individualisé de leurs consommations.
<input checked="" type="checkbox"/>	Les travaux projetés ne remettent pas en cause le raccordement au réseau public d'eau potable existant.
<input type="checkbox"/>	Le raccordement au réseau public d'eau potable est effectué par l'intermédiaire d'un réseau privé existant.
<input type="checkbox"/>	Dans l'emprise du Permis d'Aménagement nos services le

ayant reçu un avis favorable de

Alimentation en Eau Potable

AVIS DU SERVICE:

☒ FAVORABLE

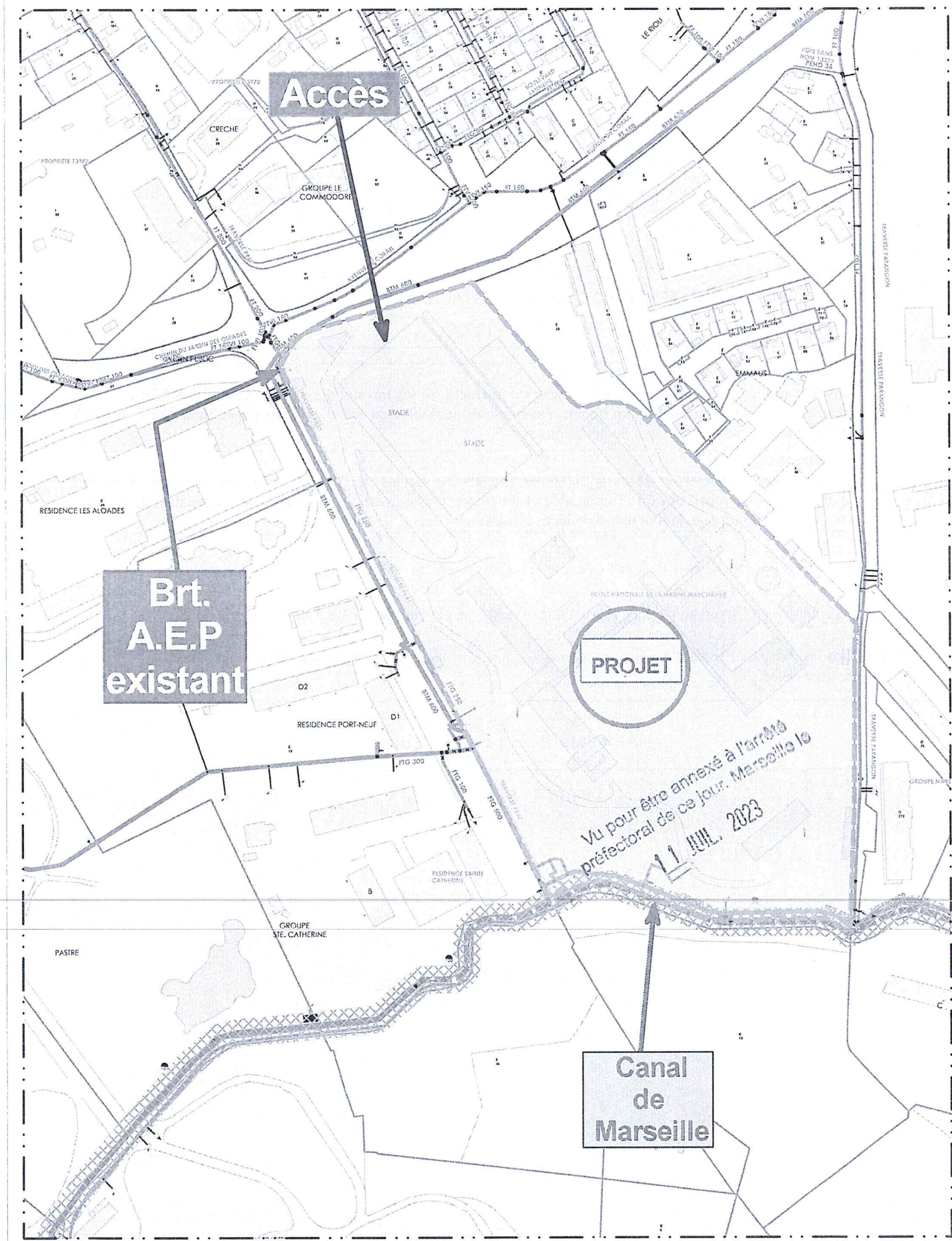
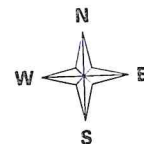
☐ DEFAVORABLE

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour, Marseille le
11 JUL. 2023

DATE : 20/02/2023

SIGNATURE : S /C. A.MEYER

La position des conduites
et de leurs ouvrages annexes
est schématique et non représentative
de la réalité sur place.



Dossier n° PC 013 055 23 00100

Date de dépôt : 08 février 2023

Demandeur : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MARITIME, représenté par Monsieur LAMBERT FRANCOIS

Pour : réhabilitation et extension du restaurant universitaire existant de l'ENSM

Adresse terrain : 39 AVENUE DU CORAIL, à MARSEILLE (13008)

Participation pour l'Assainissement Collectif (P.A.C.) :

La présente autorisation sera soumise à la PAC, perçue pour le compte de la Métropole Aix-Marseille Provence. **A titre indicatif le tarif de base au 01/01/2023 est de 1 776.75 Euros pour 100 m² de surface de plancher**, révisable à la date du branchement effectif. Le pétitionnaire devra s'acquitter de la PAC conformément aux dispositions et au mode d'évaluation définis par les délibérations du conseil communautaire en vigueur (du 29 juin 2012 et du 18 juillet 2014).

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le

Avis SERAMM : FAVORABLE avec PRESCRIPTIONS

11 JUL. 2023

Le raccordement au réseau d'assainissement public est obligatoire et sera réalisé sur les installations sanitaires existantes.

Le projet d'assainissement sera exécuté suivant les prescriptions réglementaires applicables en système séparatif. Les chutes EU/EV seront séparées et ventilées en toiture.

Les effluents provenant de l'activité de restauration (eaux de cuisson, eaux de lavages des ustensiles de cuisine, eaux de lavage des sols ...) devront faire l'objet **d'un prétraitement par un séparateur à graisse** adapté, dont le modèle et les caractéristiques (notice descriptive, hypothèses de dimensionnement, taille nominale) devront être soumis à **l'approbation du Seramm**, Contrôle des rejets industriels (04.91.00.40.44) avant toute commande auprès d'un fournisseur tel que décrit dans l'annexe I §B section d du règlement d'assainissement.

Le pétitionnaire ou le gestionnaire devra également se rapprocher de ce service au minimum deux **mois avant l'ouverture** du restaurant pour obtenir l'autorisation communautaire de déversement (avec prescriptions techniques obligatoires telles que définies dans l'article L1331.10 du code de santé publique

Fait à Marseille, le 01/03/2023

Affaire suivie par :
Mme Christine PATRICE

Chargé de L'Urbanisme – Clientèle


M. Jean-Baptiste TOUSSAINT

 **N°Cristal** 09 69 39 02 13

APPEL NON SURTAXE

SERAMM – Service d'Assainissement Marseille Métropole

Une société du groupe SUEZ

Parc des Aygalades – 35 boulevard du Capitaine Gèze – BP 10256 – 13308 Marseille cedex 14

Fax : 04 91 33 66 77 – www.seram-metropole.fr

SA au capital de 1.000.000 euros – RC Marseille B 318 520 483 – SIRET 318 520 483 00054 – APE 3700Z





MINISTÈRE DE LA CULTURE

Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches- du-Rhône

Dossier suivi par : REULAND Delphine

Objet : PERMIS DE CONSTRUIRE

Numéro : PC 013055 23 00100P00 U1303

Adresse du projet : 39 AVENUE DU CORAIL 13008
MARSEILLE

Déposé en mairie le : 08/02/2023

Reçu au service le : 02/03/2023

Nature des travaux: Extensions de l'École Nationale Supérieure
Maritime.

Demandeur :

N/C ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
MARITIME représenté(e) par Monsieur
LAMBERT FRANCOIS

Vu pour être annexé à l'avis
préfectoral de ce jour

11 JUL 2023

Cet immeuble n'est pas situé dans le périmètre délimité des abords ou en (co)visibilité d'un monument historique. Il n'est pas situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou d'un site classé ou inscrit. Par conséquent, l'accord de l'architecte des Bâtiments de France n'est pas obligatoire.

Toutefois, ce projet appelle des recommandations ou des observations au titre du respect de l'intérêt public attaché au patrimoine, à l'architecture, au paysage naturel ou urbain, à la qualité des constructions et à leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant :

Les travaux portent sur un bâtiment situé hors espace protégé, la parcelle étant partiellement en site inscrit. La division de cet important terrain qui a fait l'objet d'une construction importante très proche de la bastide a fait l'objet d'une demande de permis d'aménager en 2019 sur laquelle il a été formulé m'avis suivant:

Le dossier consiste en la division d'un grand terrain où se trouve d'une part la Bastide Noilly-Prat dite aussi 'bastide des Double de Saint-Lambert' répertoriée au PLUi EB35 EB35 - n° C-62 et d'autre part l'école de la marine marchande répertoriée par la fiche EE24 - n° C-62.

La demande consiste à extraire le terrain de la bastide avec un accès et un parking, en laissant les terrains de sports et l'école de la marine marchande d'autre part.

Il semble apparaître une voirie et un mur devant la bastide ainsi qu'une construction à l'arrière. La demande de permis d'aménager ne détaille pas le projet.

En l'état, en l'absence d'un projet, il n'est pas possible de formuler un avis sur ce dossier.

Le projet global devra être présenté à l'ABF en tant que de besoin.

Ce dossier pourra être présenté à la prochaine CTU.

Un bâtiment a été construit.

L'extension du bâtiment existant en second plan devrait plutôt être en continuité sans la volonté d'un objet architectural.

Il appartient au service instructeur et à la mission qualité architecturale de gérer la suite de ce dossier au vu de son antériorité.


Fait à Marseille, le 30/03/2023

L'Architecte des Bâtiments de France
Frédéric AUBANTON

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le
11 JUL. 2023

Signature(s) électronique(s) du présent document

La version originale de ce document est sous forme électronique, par conséquent les signatures électroniques doivent impérativement être vérifiées électroniquement à l'aide d'un logiciel adapté comme Adobe Reader ou Adobe Acrobat Reader DC[®]. Si un message d'avertissement apparaît, la raison peut être liée à l'absence de confiance du logiciel de vérification dans l'autorité de certification qui a délivré le certificat utilisé pour signer le document. Pour accorder votre confiance à l'autorité de certification de la plate-forme Sunnystamp, le plus simple est de télécharger le certificat racine de confiance et de suivre les instructions d'installation. A noter que les logiciels de lecture de documents PDF en mode Web ou mobile n'affichent pas les détails relatifs aux signatures électroniques.



Signé électroniquement par Frédéric AUBANTON

Le 31/03/2023

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce 11 juillet 2023

11 JUL. 2023

Marseille, le 29 juin 2023

Responsable de Division
Division Travaux Exploitation Réseaux

DDTM des Bouches du Rhône
16 rue Antoine ZATTARA
Bureau A.D.S
13330 Marseille Cedex 03

Dossier suivi par : Elodie DARASSE
DGD Gestion Durable du Cadre de Vie et du Cycle de l'Eau
T : 04 95 09 54 24
Adresse mail : pluvial.urba@ampmetropole.fr
Nos Réf : STER1-S3133000/2023-06-65560/

Objet : Avis sur dossier n° PC 13055 23000100 - ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MARITIME

Madame, Monsieur

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous l'avis du Pôle Protection du Cycle de l'Eau pour le dossier cité en objet, portant sur le volet gestion des eaux pluviales à l'exception du risque inondation.

Numéro du Dossier : PC 13055 23000100

Date de dépôt : 08/02/2023

Date de réception par le Pôle : 08/02/2023

Adresse des travaux : 39 avenue du Corail 13008 DDTM Marseille.

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour, Marseille le

11 JUL. 2023

La présente demande de permis de construire a pour objet la réhabilitation et l'extension d'un restaurant universitaire. La parcelle est référencée section Uqp au PLUi du Territoire Marseille-Provence. La parcelle n'est pas impactée par un risque identifié d'inondation lié à une zone inondable.

Gestion des eaux pluviales

Le projet concerne des travaux sur un bâtiment existant. Le projet prévoit la gestion des eaux pluviales par un ouvrage de rétention d'un volume de 12m³. **L'infiltration doit être la technique à privilégier pour la vidange du volume de rétention si elle est techniquement réalisable.**

Avis du service sur la gestion des eaux pluviales : FAVORABLE AVEC RESERVES

Les pièces de cette demande d'urbanisme ne contiennent aucune étude de sol démontrant la perméabilité du terrain. Celle-ci devra être réalisée avant le début des travaux et présentée au service compétent afin de valider le système de gestion des eaux pluviales. Toute future modification de l'ouvrage de gestion des eaux pluviales, tant dans son dimensionnement que dans son mode de fonctionnement, devra faire l'objet d'une demande de permis de construire modificatif. Si le pétitionnaire, lors du dépôt de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT), n'a pas en sa

possession une étude géotechnique, précisant la perméabilité du terrain, le Pôle Protection du Cycle de l'Eau sera dans l'obligation de donner un avis défavorable à sa demande.

Les plans d'exécution des réseaux et ouvrages pluviaux devront être validés par le Pôle Protection du Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

L'ouvrage de gestion des eaux pluviales doit récupérer l'ensemble des eaux de pluie tombant sur la construction, balcons et terrasses compris, ainsi que sur les voiries. La gestion des eaux de pluie, canalisation et régulation, doit être assurée même en phase travaux. Le pétitionnaire est tenu d'assurer l'étanchéité et la stabilité de ses constructions vis-à-vis des précipitations, des écoulements d'eau de surface, des niveaux d'eau et des écoulements d'eau souterrains (les nappes phréatiques et leurs écoulements, y compris pour un niveau de remplissage exceptionnel, les réserves utiles des sols, et l'infiltration des eaux provenant de la surface).

Pour obtenir la conformité de l'ouvrage de gestion des eaux pluviales, la Division Travaux Exploitation Réseaux du Pôle Protection du Cycle de l'Eau, devra être informée par courrier ou messagerie électronique, à minima 15 jours ouvrés avant le début de l'intervention. Les demandes seront à adresser à : Pôle Protection du Cycle de l'Eau, Métropole Aix Marseille Provence BP 48014 – 13567 MARSEILLE CEDEX 02 – Mail : pluvial.urba@ampmetropole.fr.

Les surfaces de projet susceptibles, en raison de leur affectation, d'être polluées, doivent être équipées d'un dispositif de piégeage de pollution adapté.

Les rejets d'exhaures en caniveau, dans le réseau d'assainissement collectif séparatif ou unitaire ou dans le réseau pluvial sont interdits. Ces eaux doivent être infiltrées directement sur la parcelle.

A titre dérogatoire, une autorisation exceptionnelle de rejet d'exhaure dans un réseau pourra être accordée, uniquement durant la phase chantier par l'exploitant dudit réseau. Le débit sera limité à 5 L/s/ha (18 m³/h/ha). Cette autorisation pourra être accordée, si et seulement si, la qualité des eaux d'exhaures en question, le cas échéant après traitement, est compatible avec le Règlement du Système Pluvial Urbain Métropolitain (qui pourra être communiqué par voie électronique). Le pétitionnaire devra réaliser une première analyse de la teneur de l'ensemble des polluants listés dans ce règlement, dans les eaux d'exhaures (il est à noter que pour un rejet aboutissant à une station d'épuration, l'exploitant pourra accorder une dérogation pour les paramètres MES (Matières En Suspension), DCO (Demande Chimique en Oxygène) et DBO5 (Demande Biologique en Oxygène à 5 jours). Un suivi de la concentration, dans les eaux d'exhaures, des polluants repérés lors de la première analyse, des polluants présents sur le chantier, et des paramètres MES, DCO et hydrocarbures sera réalisé pendant toute la période de rejet. Le rejet des exhaures devra être interrompu à la moindre pluie.

Une convention de rejet devra être préalablement conclue avec l'exploitant du réseau. Cette convention précisera notamment la durée de l'autorisation de rejet, le point de rejet (ou les points de rejet), les paramètres qui devront faire l'objet d'un suivi (avec la fréquence d'analyse pour chaque paramètre), les modalités de contrôle de l'exploitant.

Les travaux de raccordement des ouvrages pluviaux seront réalisés par une entreprise mandatée par le pétitionnaire.

Ils devront être exécutés dans le respect des dispositions du Règlement du Système Pluvial Urbain Métropolitain (communicable sur demande par courriel), et des dispositions du Règlement Métropolitain de Voirie.

Le Service Travaux et Exploitation Réseaux du Pôle Protection du Cycle de l'Eau devra être informé, par courrier adressé à l'attention du Directeur de Pôle Protection du Cycle de l'Eau (Métropole Aix-Marseille-Provence BP 48014, 13567 MARSEILLE CEDEX 02), à minima 15 jours avant le début de l'intervention.

Le pétitionnaire devra joindre à son courrier l'ensemble des documents précédemment validés (avis rendus, plans de situation et plans d'exécution visés par les services du Pôle Protection du Cycle de l'Eau, copie des arrêtés d'autorisation d'urbanisme) ainsi que le planning de l'intervention.

Il appartiendra également au pétitionnaire de demander les différentes autorisations nécessaires pour ses travaux de branchement pluvial (arrêté de voirie et arrêté de circulation notamment).

Les branchements pluviaux restent des ouvrages privés jusqu'au réseau public (ou au caniveau de voirie). Leur entretien et leur exploitation incombent au propriétaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

BARDE SOPHIE



Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le
11 JUL. 2023



COMMISSION COMMUNALE D'ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Établissements Recevant du Public (2ème à 5ème Catégorie)

PROCÈS-VERBAL Séance du 10/07/2023

MEMBRES DE LA COMMISSION AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVES

Isabelle LAUSSINE

Adjointe au Maire, en charge
des Personnes en situation de Handicap,
de l'Inclusion et de l'Accessibilité
Présidente de la Commission par délégation

Brigitte CORROYEZ

Direction Départementale des Territoires et de la Mer

Sylvie VAN HUYEN

A.P.F. France Handicap

Maryse PASTE

Association RETINA France

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral en date du 11 JUIL. 2023

D.P.H. - PV C.C.A. n° : 2023/00330

n° S.A.U. : PC0130552300100P0



Transmis à la C.C.A. le : 25/05/2023

Demandeur : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MARITIME représenté(e) par Monsieur LAMBERT FRANCOIS

Établissement : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MARITIME - CENTRE DE MARSEILLE - T2183

Adresse des travaux :

39 AVE DU CORAIL - 13008 MARSEILLE

Nature des travaux : Agrandissement et réaménagement du réfectoire

Catégorie de l'établissement : [3 ème] de 301 à 700 personnes - **Type de l'établissement :** [R] Etablissements d'enseignement, colonies de vacances.

Instructeur : CORROYEZ Brigitte

AVIS DE LA COMMISSION

En application du Code de la Construction et de l'Habitation, du Code de l'Urbanisme, du Décret n° 95-260 du 8 Mars 1995 modifié par les Décrets n°97-645 du 31 Mai 1997, n° 2004-160 du 17 Février 2004, n° 2006-1089 du 30 Août 2006 et n° 2007-1177 du 3 Août 2007, de l'Arrêté Préfectoral n° 13-2022-03-11-00011 en date du 11 Mars 2022 et de la Délibération du Conseil Municipal n° 21/0655/VDV en date du 1er Octobre 2021, la Commission a examiné le dossier visé ci-dessus, inscrit à l'ordre du jour, et a émis l'avis suivant :

AVIS FAVORABLE
conformément aux pièces supplémentaires des 11/05 et 30/06/2023



villemarseille



@marseille



@marseille

Description du projet :

Le projet concerne la réhabilitation et l'extension du restaurant universitaire de l'école, par une deuxième salle en rez-de-chaussée le long du bâtiment F.

Règlementation applicable :

Arrêté du 8 Décembre 2014, relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des Établissements Recevant du Public situés dans un cadre bâti existant et des Installations existantes Ouvertes au Public, modifié par l'Arrêté du 28 Avril 2017.

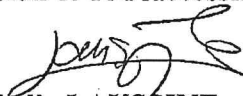
Arrêté du 20 Avril 2017, relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des Établissements Recevant du Public lors de leur construction et des Installations Ouvertes au Public lors de leur aménagement.

Prescriptions :

1	Les plans et la notice joints au dossier doivent être respectés.
2	<p>Les dispositions de l'article 2 - II - 1 de l'Arrêté du 8 Décembre 2014, modifiées par l'Arrêté du 28 Avril 2017, doivent être respectées.</p> <p>Le revêtement d'un cheminement accessible présente un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement permettant sa détection à la canne blanche ou au pied. A défaut, le cheminement comporte sur toute sa longueur un repère continu, tactile, pour le guidage à l'aide d'une canne blanche, et visuellement contrasté par rapport à son environnement pour faciliter le guidage des personnes malvoyantes.</p> <p>Les bandes de guidage installées respectent les dispositions décrites en annexe 6 de l'arrêté du 8 Décembre 2014. Les spécifications de la norme NF P 98-352 : 2015 sont réputées satisfaire à ces exigences.</p> <p>Une signalisation adaptée est mise en place à l'entrée du terrain de l'opération, à proximité des places de stationnement pour le public, ainsi qu'en chaque point du cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'usager.</p> <p>Les éléments de signalisation répondent aux exigences définies à l'annexe 3 de ce même Arrêté.</p> <p>Le cheminement accessible est signalé de manière adaptée par rapport aux autres cheminements. Les principaux éléments structurants du cheminement sont visuellement repérables et détectables à la canne blanche ou au pied par les personnes ayant une déficience visuelle.</p>
3	<p>Les dispositions de l'article 2 - II - 2a de l'Arrêté du 8 Décembre 2014 doivent être respectées.</p> <p>Le cheminement extérieur présente un pourcentage de pente de 6 % maximum.</p> <p>Les valeurs de pentes suivantes sont tolérées exceptionnellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - jusqu'à 10 % sur une longueur inférieure ou égale à 2 m ; - jusqu'à 12 % sur une longueur inférieure ou égale à 0,50 m. <p>Un palier de repos, espace rectangulaire de dimensions minimales 1,20 m x 1,40 m, est nécessaire en haut et en bas de chaque plan incliné, ainsi que tous les 10 m, pour un plan incliné de pente supérieure ou égale à 5 %. Un palier est horizontal au dévers près de 3 %.</p>
4	<p>Les dispositions de l'article 2 - II - 3 de l'Arrêté du 8 Décembre 2014, modifiées par l'Arrêté du 28 Avril 2017, doivent être respectées.</p> <p>Un passage libre d'au moins 2,20 m de hauteur au-dessus du sol est prévu au dessous des éléments suspendus dans le cheminement et ce afin qu'ils soient repérables et d'éviter le danger de choc.</p> <p>Les éléments suspendus en porte à faux ou en saillie latérale de plus de 15 cm, sur le cheminement accessible, sont accompagnés d'un dispositif de détection permettant de prévenir du danger de choc.</p> <p>Ce dispositif de détection est situé dans la zone de balayage d'une canne blanche, est contrasté par rapport à son environnement immédiat, présente des angles arrondis et ne présente pas d'arête vive comme décrit dans l'annexe 4 du présent Arrêté.</p> <p>Les poteaux, bornes sont détectables et repérables à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat, conformément aux dispositions de l'annexe 5 de ce même Arrêté.</p> <p>Le sol du cheminement accessible est non-meuble, non-glissant, non-réfléchissant et sans obstacle à la roue.</p> <p>Les trous et fentes situés dans le sol du cheminement (platelages en bois, grilles avaloirs, grilles d'entourage d'arbres, etc.) ont une largeur ou un diamètre inférieur ou égal à 2 cm.</p>

5	Les dispositions de l'article 11 de l'Arrêté du 20 Avril 2017 doivent être respectées. Pour être utilisable en position «assis», un porte-plateau mobile sera mis à disposition des personnes en fauteuil roulant.
6	Conformément aux dispositions des articles L.122-9 et R.122-30 du Code de la Construction et de l'Habitation, à l'issue des travaux soumis à permis de construire, le maître d'ouvrage fait établir une attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables. Le maître d'ouvrage adresse copie de cette attestation au Service Handicap – Immeuble Communica – 2 Place François Mireur – 13233 Marseille Cedex 20 dans un délai de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux.

**Pour le Président,
L'Adjointe au Maire en charge
des Personnes en Situation de Handicap,
de l'Inclusion et de l'Accessibilité**


Isabelle LAUSSINE

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour à Marseille le

11 JUL 2023



PV n°530-23

Du 25/05/2023

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour à Marseille le
11 JUL. 2023

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE LA VILLE PROTEGEE
Suivi par : MT JF

**PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION COMMUNALE
POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE
ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**
(établi en application des dispositions de l'article 42 du décret 95.260 du 8 mars 1995)

En application des dispositions du code de la construction et de l'habitation et du décret n°95.260 du 8 mars 1995, la commission pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public s'est réunie le jeudi 25 mai 2023 à 09h00 pour étudier :

- Demande de permis de construire n°013055 23 00100P0 du 08/02/23 – réhabilitation et extension du restaurant universitaire existant.

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Commune	MARSEILLE
Raison sociale	Ecole nationale supérieure Maritime
Référence BMPM	G1692
Référence DPPGR	T2183
Adresse	39, avenue du Corail 13008
Type	R, L, S et N
Catégorie	3ème

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative :

Nom	Service représenté
Vincent LODY	Agent de la commune de Marseille
	Représentant de la circonscription de Sécurité Publique
CC Yacine CHARMAT	Rapporteur représentant le commandant du Bataillon de Marins-Pompiers
Jean – Pierre COCHET	Adjoint au Maire de Marseille

Autres participants :

- ☐ **Bernard Audan** – DPPGR – Ville de Marseille
- ☐ **Jean – Claude Mollard** – PVT – BMPM
- ☐ **MP Christian Froget** – PVT – BMPM
- ☐ **Julia Chelli** – PVT – BMPM

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le
11 JUIN 2023

DESCRIPTIF

1. Objet

Le présent procès-verbal concerne l'Ecole Nationale Supérieure maritime située dans le 8^{ème} arrondissement et traite de la réhabilitation et de l'extension du restaurant universitaire existant.

2. Descriptif sommaire de l'établissement

Ce groupement d'établissements est composé de 15 bâtiments non isolés entre eux implantés sur un terrain de 10 hectares. Il est placé sous une direction unique représentée par le directeur.

Hormis le bâtiment le plus ancien, « la Bastide » datant de 1870, l'essentiel des bâtiments a été construit entre 1965 et 1967.

Actuellement et selon la déclaration du chef d'établissement, le groupement d'établissements est susceptible d'accueillir 530 personnes au titre du public et 84 personnels soit 614 personnes au total. Il est classé en type R, S, L et N de 3^{ème} catégorie.

L'accessibilité au site se fait depuis le 39, avenue du Corail. Une voie interne dessert l'ensemble des bâtiments.

L'établissement est doté des moyens de secours suivants :

- Un SSI de catégorie A associé à un équipement d'alarme de type 1 commun à l'ensemble des bâtiments. Il comprend 5 zones d'alarme. Il n'y a pas de temporisation programmée. La détection automatique incendie est installée les circulations horizontales et les locaux à risques. Le matériel central est implanté dans un VTP (volume technique protégé) situé au RDC du bâtiment B. La surveillance de celui-ci est assurée au moyen d'un TRE implanté dans la loge d'accueil.

L'amphithéâtre est équipé du dispositif répondant à l'article L16 comprenant un message préenregistré d'évacuation, une coupure du programme en cours et la remise en lumière.

- Des extincteurs appropriés aux risques ;
- Un dispositif d'extinction adapté au feu d'huile ;
- Des robinets d'incendie armés ;
- Un téléphone urbain ;
- L'affichage de plans et de consignes de protection contre l'incendie ;
- 2 DAE sont implantés sur le site.

Des points d'eau incendie privés sont implantés sur le site.

3. Descriptif des travaux

Les travaux prévus sont :

- La réhabilitation et de l'extension du restaurant universitaire existant ;
- La réhabilitation de sa cuisine et de ses arrières.

Le restaurant universitaire est implanté au RDC du bâtiment F.

• Classement

La salle de restauration est susceptible de recevoir 515 personnes au titre du public et 8 personnels soit 523 personnes au total.

En détail :

- 314m² de restauration assise (1pers/m²) = 314 ;
- 67m² de file d'attente (3pers/m²) = 201 ;
- 8 personnels

• Implantation / Desserte / Construction

L'extension réalisée est stable au feu 1/2h.

Le cloisonnement est de type traditionnel.

Des dispositifs d'éclairage zénithaux sont prévus par endroit au niveau de la toiture. Ils sont classés :

- M4 non gouttant si la surface qu'ils occupent est inférieure à 10% ;
- M3 si la surface qu'ils occupent est inférieure à 25%.

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le
11 JUL. 2023

Les façades modifiées sont réalisées à l'aide de matériaux garantissant une réaction au feu minimale M3 ou Ds3-d0 : murs en agglomérés de ciment et vitrages avec un habillage en bac acier à joint debout avec une réaction au feu M0.

Les menuiseries créées sont métalliques avec remplissages verriers.

Les autres dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des travaux.

- **Agencement**

Le restaurant universitaire comprend un espace de restauration assise intérieur de 159m², un espace de restauration assise dans l'extension de 155m², une grande cuisine ouverte (57m²) sur la salle de restauration avec ses annexes (locaux de préparation, plonge, réserves) et des sanitaires.

- **Dégagement / GN8**

L'évacuation est réalisée par 5 sorties totalisant 11 UP. La sortie d'1UP est comptabilisée en UP.

Les 2 salles de restauration communiquent entre elles par 2 intercommunications de 2UP chacune.

En raison de l'effectif reçu, le nombre de dégagements et d'unités de passage est réglementaire.

Les PMR évacuent directement sur l'extérieur associé à l'aide humaine.

- **Aménagements intérieurs**

Les aménagements intérieurs sont réalisés par des matériaux de catégorie M4 pour les sols, M2 pour les parois, M1 pour les plafonds et M3 pour le gros mobilier.

- **Ventilation / Désenfumage**

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des travaux.

La salle de restauration intérieure et la grande cuisine ouverte ont une superficie totale de 280m². Ce local n'est donc pas désenfumé.

- **Electricité / Eclairage**

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur.

L'éclairage de sécurité est assuré par des blocs autonomes d'éclairage de sécurité assurant la fonction d'évacuation et d'ambiance.

- **Chauffage / Climatisation/Gaz**

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des travaux.

En plus, une unité de climatisation est ajoutée dans le restaurant universitaire. Elle est raccordée par un réseau de gaine galvanisé rigide en matériau M0.

- **Locaux à risques particuliers**

Le local poubelles est considéré comme un local à risques importants. Il est isolé par des parois et plancher CF2h et un bloc porte CF 1h muni d'un ferme porte.

2 locaux à risques moyens sont créés : local de réserve et locaux techniques. Ils sont isolés par des parois et planchers CF1h et un bloc porte CF 1/2h muni d'un ferme porte.

La grande cuisine ouverte comprend des appareils de cuisson alimentés électriquement dont la puissance totale est supérieure à 20kW. Elle est isolée de la partie restauration par un écran de cantonnement d'une hauteur minimale de 0.50m sous le plafond. Elle dispose d'un système de ventilation qui participe à l'évacuation des fumées en cas d'incendie conforme à l'article GC11. Elle est dotée d'un dispositif d'arrêt d'urgence des appareils de cuisson et d'un dispositif d'extinction adapté au feu d'huile.

- **Moyens de secours**

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des travaux.

La salle de restauration est dotée d'extincteurs et de plans d'évacuation.

CLASSEMENT

a) **Activités** : Etablissements d'enseignement, réfectoire, amphithéâtre, bibliothèque

Vo pour être annexé à l'arrêté
Préfectoral de ce jour - Marseille
11 JUIN 2023

b) Effectif théorique ou déclaré :

NIVEAU	LOCAUX	TY PE	MODE DE CALCUL DES EFFECTIFS	PUBLIC	PERSONNEL
Site	Salles de classes	R	Déclaratif	530	84
	Réfectoire	N	1pers/m2 – non cumulable	100	
	Amphithéâtres	L	Nombre de places assises- non cumulable	300	
	Bibliothèque	S	Déclaratif – non cumulable	40	
TOTAL				606	84

Soit au total : 690 personnes.

c) Classement :

Type : R, S, L et N
Catégorie : 3ème

REGLEMENTATION APPLICABLE AUX E.R.P.

- Code de la construction et de l'habitation - Articles R 143-1 à R 143-47 et R 157-1 à R 157-4 ainsi que R 184-4 et R 184-5, relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité.
- Arrêté du 23 mars 1965 portant règlement de sécurité, dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 04 juin 1982, modifié relatif au type R.
- Arrêté du 12 décembre 1984, modifié relatif au type L.
- Arrêté du 05 février 2007, modifié relatif au type L.
- Arrêté du 12 juin 1995, modifié relatif au type S.
- Arrêté du 21 juin 1982, modifié relatif au type N.
- Code du travail, 4ème partie et son décret d'application n°2008-244 du 7 mars 2008.

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral en ce jour. Marseille le
11 JUL. 2023

SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

Date de la dernière visite périodique : 01/06/22 et poursuivie le 21/07/22 – avis favorable (PV n°2023/00010 du 13/04/23)

Date de la visite d'ouverture : année 1960

Nom, qualité et coordonnées du responsable de l'établissement :

Mr Fabrice Moret-bailly – directeur ENSM – 0642344134 – fabrice.moret-bailly@supmaritime.fr

DOCUMENTS PRESENTES

Une demande de permis de construire n°13055 23 00100 P0 du 08/02/2023, comprenant un dossier de sécurité complet.

OBSERVATIONS

Ce groupement d'établissements possède un SSI A avec de la détection automatique incendie dans les locaux à risques. Il convient donc de l'étendre à ceux créés dans le cadre de ces travaux.

Des déclencheurs manuels devront être positionnés à proximité des nouvelles issues de secours.

PRESCRIPTIONS

1. Réaliser les aménagements conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur, articles R 143-1 à R 143-47 et R 157-1 à R 157-4 du code de construction et de l'habitation ; Code du travail, 4ème partie et son décret d'application n°2008-244 du 7 mars 2008.
2. Etendre la détection automatique incendie aux locaux à risques créés (MS58).
3. Disposer des déclencheurs manuels à proximité des issues de secours (MS65).
4. Faire réceptionner les travaux par un organisme agréé et faire établir un rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT), conformément à l'article GE 3.
5. Faire établir par un contrôleur technique une attestation de bonne exécution de la mission solidité (mission L) et de solidité de l'ouvrage, lorsque son intervention est requise, article GE 3 et articles 4 et 46 au décret n°95-260 du 08 mars 1995.
6. Transmettre à la mairie de Marseille service DPPGR/ERP (dpgr-erp@marseille.fr), copie au secrétariat de la commission communale de sécurité (prevention@bmpm.gouv.fr), préalablement à la visite de réception des travaux visés, et conformément au décret n°95-260 du 08 mars 1995 :
 - Le courrier de l'exploitant adressé à la Maire de Marseille et sollicitant la réception des travaux ;
 - Le rapport de vérifications réglementaires après travaux, sans non-conformité ;
 - L'attestation du contrôleur technique lorsque son intervention est requise, précisant qu'il a bien exécuté l'ensemble de la mission L (solidité) ;
 - L'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatif à la solidité conformément aux textes en vigueur.
7. Veiller à ce que les travaux ne soient pas susceptibles de créer un mouvement de gêne, confusion ou de panique lors d'une évacuation, ou d'être la cause d'un éventuel sinistre (GN 13).
8. Mettre à jour et à disposition des services d'incendie et de secours, au niveau des accès, le plan d'intervention des locaux comprenant l'identification de ces derniers, la position des organes de coupure d'urgence (eau, gaz, électricité), des moyens de défense contre l'incendie propres à l'établissement (extincteurs, etc.) et des locaux techniques spécifiques, conformément à la norme NF X 08-070, conformément à la norme NF X 08-070 (MS 41).
9. Transmettre le plan d'intervention sous format informatique *.pdf à la Division Prévention - Ville de Marseille- Bataillon de Marins Pompiers de Marseille- prevention@bmpm.gouv.fr.

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour, Marseille le
11 JUIN 2023

DECISION

A l'issue de la réunion, la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, après prise en compte des avis écrits motivés, émet un :

Avis Favorable à

- Demande de permis de construire n°013055 23 00100P0 du 08/02/23 – réhabilitation et extension du restaurant universitaire existant de l'ENSM.

La commission rappelle les dispositions de l'article R143.34 du Code de la Construction et de l'Habitation :

« Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cour d'exploitation, aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par arrêté du ministère de l'Intérieur et des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement ».

LE PRESIDENT

Monsieur Jean-Pierre COCHET

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de la ville de Marseille le

11 JUIL. 2023





Liberté
Égalité
Fraternité

Préfet des Bouches-du-Rhône

dossier n° PC 013 055 23 00100

date de dépôt : 08 février 2023
demandeur : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
MARITIME, représenté par Monsieur LAMBERT
François
pour : réhabilitation et extension du restaurant
universitaire existant de l'ENSM
adresse terrain : 39 AVENUE DU CORAIL, à
MARSEILLE (13008)

DDTM des Bouches du Rhône
Affaire suivie par :
Magali ESCOFFIER
04 91 28 40 12

M. le Directeur Départemental des Territoires et
de la Mer des Bouches-du-Rhône
à
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MARITIME,
représenté par Monsieur LAMBERT François
10 QUAI FRISSARD
76600 Le Havre

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour, Marseille le

11 JUL. 2023

Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire le 08 février 2023, pour un projet de réhabilitation et extension du restaurant universitaire existant de l'ENSM situé 39 AVENUE DU CORAIL, à MARSEILLE (13008).

Il vous avait alors été indiqué que le délai d'instruction de votre demande était en principe de 3 mois, mais que l'administration pouvait, dans le mois suivant le dépôt de votre dossier, vous écrire :

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...),
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier,
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où une autorisation tacite n'est pas possible.

Je vous informe que le délai d'instruction de votre projet doit effectivement être modifié :

MODIFICATION DU DELAI D'INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE PERMIS

Après examen de votre demande, il s'avère que :

- votre projet porte sur un établissement recevant du public et en conséquence en application de l'article R. 425-15 du code de l'urbanisme le permis de construire doit faire l'objet de l'accord de l'autorité compétente.
- votre projet est situé dans un site inscrit en application de l'article L. 341-1 du code de l'environnement et en conséquence en application de l'article R. 425-30 du Code de l'urbanisme, la décision sur la demande de permis ne peut être prise qu'après consultation de l'Architecte des Bâtiments de France.

Je vous informe en conséquence que pour permettre de respecter cette obligation, le délai d'instruction de votre demande de permis de construire doit être porté à 5 mois en application de l'article R. 423-28 b) du code de l'urbanisme.

Ce délai annule et remplace le délai de droit commun de 3 mois, qui figure sur le récépissé de dépôt de votre demande de permis de construire.

A défaut de réponse de l'administration à l'issue du délai d'instruction de votre demande, soit 5 mois après la date de dépôt de votre dossier en mairie, votre demande sera automatiquement acceptée et votre projet fera l'objet d'un **permis de construire tacite**¹.

Vous pourrez alors commencer les travaux² après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407*01 à la mairie ou sur le site internet : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/> ;
- affiché sur le terrain le présent courrier ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1. ¹ Le maire en délivre certificat sur simple demande.

2. ² Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas du permis de démolir, ou des travaux situés en site inscrit, ainsi que des travaux faisant l'objet de prescriptions au titre de l'archéologie préventive.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait, le 16/02/2023

L'Adjointe du Chef du Pôle A.D.S.F.

Aude AUBERT

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour, Marseille le

11 JUL. 2023

Durée de validité du permis : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.